



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26 000 Valence

Valence, le 24/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**JUSTON AINE FILS SAS**

70 rue Léon Gaumont  
26 000 Valence

Références : 20250424-RAP-DAEN0571  
Code AIOT : 0006102774

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement JUSTON AINE FILS SAS implanté 70 rue Léon Gaumont 26 000 Valence. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du jour s'inscrit dans le cadre d'une action nationale visant la mise en œuvre du nouveau règlement européen (UE) 2024/573 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ainsi que la réglementation des appareils à pression.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JUSTON AINE FILS SAS
- 70 rue Léon Gaumont 26 000 Valence
- Code AIOT : 0006102774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise JUSTON AÎNÉ FILS SAS est une entreprise familiale créée en 1853 qui a été rachetée en 2013.

Le site est spécialisé dans la fabrication de sangles techniques et, depuis 1981, il y est aussi exercé une activité de conditionnement à façon d'aérosols en petites séries, activité pour laquelle le site est soumis à autorisation pour la rubrique 1421-1 de la nomenclature ICPE.

Vingt personnes sont employées sur le site qui fonctionne en 1 x 8 sur 4,5 jours par semaine.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Fluides frigos
- Équipement sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Délais
2	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Dossier d'exploitation des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
16	Déclaration de Mise en Service (DMS)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Requalification périodique (suivi avec plan d'inspection)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-V	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
18	Requalification périodique (suivi avec plan d'inspection)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-V	Demande d'action corrective	3 mois
19	Inspection périodique (suivi avec plan d'inspection)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-VI	Demande d'action corrective	3 mois
20	Plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13-VII	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Sans objet
4	Confinement des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 3.2 et 3.3	Sans objet
5	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89	Sans objet
6	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
7	Système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Sans objet
8	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Sans objet
10	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
11	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
12	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
14	Visite de terrain – marquage + état de l'équipement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Visite de terrain – accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'exploitant fasse son possible pour respecter la réglementation, notamment celle applicable aux équipements sous pression, deux appareils ne figurent pas dans la liste des équipements à suivre sur le site.

L'exploitant ayant cependant toute la documentation relative à ces équipements, la situation devrait pouvoir être régularisée dans des délais raisonnables.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Identification et connaissance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018).</p> <p>Annexe 1 :</p> <p>Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides.</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : État des stocks de fluides :</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant informe qu'à l'heure actuelle, le site n'utilise plus de gaz à effet de serre fluoré ou substance appauvrissant la couche d'ozone. L'activité pour laquelle ce type de fluide (R134A) était utilisé n'est plus réalisée sur le site. L'exploitant a fait cependant part à l'inspection de son souhait de rester classé pour cette rubrique (1185) afin de conserver le bénéfice de l'antériorité. En effet, il souhaite pouvoir répondre à la demande si elle se manifeste.</p> <p>Le fluide frigorigène utilisé sur site est le R1234ze, un HFO (hydrofluoro-oléfine), conditionné dans des récipients mobiles, qui n'est pas concerné par cette rubrique, dû à son faible potentiel de réchauffement global (GWP).</p> <p>L'exploitant tient à jour un fichier des entrées à chaque livraison.</p> <p>Les récipients mobiles sont stockés à l'intérieur du « parc gaz », qui se situe au sud-est du site, qui est maintenu fermé à clé.</p> <p>Concernant la pompe à chaleur, qui contient du R410A, celle-ci comporte bien un étiquetage visible indiquant la nature du fluide et la quantité de fluide contenu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  En amont de la visite, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection la liste des appareils à pression présents sur site. Étaient indiquées les deux cuves de Butane/Propane et de DME (Diméthylether) ainsi que les renseignements complets attendus sur ces deux éléments. En séance, il s'est avéré que la liste fournie n'était pas exhaustive.  <b>Non Conformité 1 : La liste des appareils à pression n'est pas exhaustive.</b>  En effet, sur le site, on compte aussi une pompe à chaleur et un réservoir d'air comprimé qu'il convient de faire apparaître dans cette liste. Concernant la cuve de DME, l'échéance de la prochaine inspection périodique est dépassée (17 mars 2025).  <b>Non conformité 2 : L'échéance de l'inspection périodique de la cuve DME est dépassée.</b> L'exploitant a indiqué avoir contacté son prestataire afin de planifier cette inspection périodique dans les meilleurs délais.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Sous 3 mois, l'exploitant actualise et transmet à l'inspection des installations classées la liste des appareils à pression présents sur le site de sorte qu'elle soit exhaustive. Il apporte la preuve de la réalisation de l'inspection périodique de la cuve de DME dont l'échéance est dépassée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Confinement – Carnet d’entretien des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l’environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des fuites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R. 543-82 du code de l’environnement : L’opérateur établit une fiche d’intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l’opérateur et par le détenteur de l’équipement qui conserve l’original. L’opérateur et le détenteur de l’équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l’équipement et de l’administration. [...]
<b>Constats :</b>  En dehors de la pompe à chaleur, il n’y a pas d’autre équipement fixe. L’exploitant a fourni le dossier d’exploitation de la pompe à chaleur dans lequel l’inspection des installations classées a pu consulter : – le rapport de l’intervention réalisée le 5 octobre 2023 par la société ALTECI indiquant notamment le contrôle de la pompe à chaleur et la réalisation du contrôle d’étanchéité. Ce dernier n’a révélé aucune fuite. – les factures de la société ALTECI pour les trois semestres suivants sans que la société n’ait fourni le rapport d’intervention. L’exploitant indique que la société doit intervenir d’ici la fin du mois d’avril.  <b>Non conformité 3 : le rapport d’intervention n’a pas été fourni à l’exploitant.</b>  Compte tenu des informations récoltées le jour de la visite, il semble que l’appareil ne soit pas fuyard et qu’il n’y ait jamais eu ni à réaliser d’opérations nécessitant la manipulation de fluide ni à rédiger de fiche d’intervention.
<b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 3 mois, l’exploitant fourni à l’inspection des installations classées le rapport d’intervention réalisé suite au contrôle fait au mois d’avril.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l’exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Confinement des fuites

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 3.2 et 3.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des fuites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (UE) 2024/573 : Article 4 : [...] 3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz. [...] 5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.  Article 7 – Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

**Constats :**

Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, aucune fuite n'a été détectée sur la pompe à chaleur lors des précédents contrôles.

La prescription a donc été donnée à l'exploitant pour sa pleine connaissance de la réglementation applicable en cas de détection de fuite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des fuites

**Prescription contrôlée :**

Article R. 543-89 du code de l'environnement :

Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

**Constats :**

Comme indiqué dans les deux points de contrôle précédents, aucune fuite n'a été détectée sur la pompe à chaleur lors des précédents contrôles.

La prescription a donc été précisée à l'exploitant pour sa pleine connaissance de la réglementation applicable en cas de détection de fuite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Détection de fuites**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Présence d'un système de détection de fuite

**Prescription contrôlée :**

Règlement (UE) 2024/573 :

Article 6 – Systèmes de détection des fuites :

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

<p>3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les éléments fournis par l'exploitant indiquent que l'équipement concerné figure bien à l'article 5, paragraphe 2, point c) Pompe à chaleur et qu'il contient du fluide R410A qui est un mélange à proportion égale de R32 et de R125 qui sont tous deux inscrits à l'annexe I.</p> <p>Cependant, la quantité de gaz à effet de serre fluorés contenue est de 77,26 tonnes équivalent CO2.</p> <p>Cette quantité est donc inférieure au seuil de soumission de 500 tonnes équivalent CO2.</p> <p>L'équipement n'est pas soumis à la présence d'un système de détection de fuite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Système de détection de fuites

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Caractéristiques du système de détection de fuites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 29 février 2016 – Article 3 :</p> <p>I. Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 50 grammes par heure ;</li> <li>– 10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.</li> </ul> <p>II. Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 50 grammes par heure ;</li> <li>— 10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte.</p> <p>L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est</p>

réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.

III. Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :

- a) La pression ;
- b) La température ;
- c) Le courant du compresseur ;
- d) Les niveaux de liquides ;
- e) Le volume de la quantité rechargée.

Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.

L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

IV. Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

V. Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

#### **Constats :**

Comme indiqué précédemment, l'équipement n'est pas doté d'un système de détection de fuite et il n'y est pas soumis.

Ce point de contrôle est donc sans objet pour cet équipement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 8 : Contrôle périodique des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fréquence des contrôles périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (UE) 2024/573 : Article 5 : 1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes : a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ; ou b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II. Par dérogation au deuxième alinéa, lorsque des équipements hermétiquement scellés sont installés dans des bâtiments résidentiels, ils ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité lorsque ces équipements contiennent moins de 3 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés, à condition qu'ils soient étiquetés comme étant hermétiquement scellés. Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes : a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ; b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ; c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.  2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II : a) équipements de réfrigération ; b) équipements de climatisation ; c) pompes à chaleur ; d) équipements de protection contre l'incendie ; e) cycles organiques de Rankine ; f) appareils de commutation électrique.  3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II : a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ; [...]  6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante : a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les douze mois ; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt – quatre mois ;

<p>b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois ;</p> <p>c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme précisé précédemment, les caractéristiques de l'équipement amènent l'exploitant à réaliser un contrôle d'étanchéité au moins tous les 6 mois (paragraphe 6. b) de l'article 5 présenté ci-dessus).</p> <p>Les factures acquittées auprès de la société ALTECI démontrent que la périodicité est bien respectée.</p> <p>Cependant, la société n'a pas fourni les 3 derniers rapports d'intervention à l'exploitant.</p> <p>Le prochain devra être transmis à l'inspection des installations classées (voir point de contrôle n°3).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Marque de contrôle

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6 :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 7 : Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est</p>

<p>vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite du site a mis en évidence que, lors des trois derniers contrôles d'étanchéité de l'équipement, aucune marque n'a été apposée.</p> <p>En effet, seules deux vignettes sont présentes. La dernière date du mois d'octobre 2023, la précédente de 2022 sans que le mois ne soit précisé. Il est à noter qu'une seule et unique vignette devrait être présente.</p> <p>L'exploitant indique que l'entreprise doit intervenir d'ici la fin du mois d'avril sur cet équipement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veille à ce que la marque de contrôle soit apposée sur l'équipement. Photographie à l'appui, il en fournit la preuve à l'inspection des installations classées sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Attestations des opérateurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R. 543-78 du code de l'environnement :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p>

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.

Article R. 543-79 du code de l'environnement :

Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

**Constats :**

L'exploitant a confié la maintenance et la surveillance de la pompe à chaleur à la société ALTECI basée à Valence (26).

Cette société appartient bien à la liste des opérateurs attestés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération

**Prescription contrôlée :**

Règlement 2024/573 :

Article 13 – Restrictions d'utilisation ;

[...]

3.

L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement

planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :

1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.

**Constats :**

L'équipement, installé en 2021, n'a pas nécessité de rechargement en fluide.

La réglementation, que l'exploitant dit connaître, a donc été présentée pour information.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Déclaration des émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Déclaration de rejets

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets – Article 4 :

I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

– les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.

**Constats :**

L'exploitant a bien réalisé la déclaration des émissions et de transferts de polluants et des déchets sur la plateforme GEREPE.

Il indique avoir rencontré, cette année encore, des difficultés pour la partie concernant les HFO. Cette déclaration sera étudiée par l'inspection des installations classées prochainement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Dossier d'exploitation des équipements sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. – L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : – si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; – si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; – l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : * pour tous les équipements : – la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; – un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; – les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; * en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; * pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;  II. – Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.
<b>Constats :</b>  Au cours de la séance, l'exploitant a fourni à l'inspection les dossiers d'exploitation des deux cuves DME et Butane/Propane. Par échantillonnage, l'inspection a constaté que le dossier d'exploitation de la cuve Butane/Propane comporte tous les éléments attendus et qu'il est complet. Concernant la pompe à chaleur et le réservoir d'air comprimé, bien qu'ayant toute la documentation sur ces équipements, il n'y a pas de dossier d'exploitation, au sens de la prescription contrôlée.  <b>Non conformité 4 : Il n'existe pas de dossier d'exploitation pour la pompe à chaleur et le réservoir d'air comprimé.</b>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Sous 3 mois, l'exploitant réalise le dossier d'exploitation complet de la pompe à chaleur et du réservoir d'air comprimé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Visite de terrain – marquage + état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cohérence des marquages / État de l'équipement (supportage et revêtement)
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
<b>Constats :</b>  Au cours de la visite, l'inspection a pu constater que tous les équipements, à savoir les deux cuves, la pompe à chaleur et le réservoir d'air comprimé, possèdent les marquages attendus et cohérents avec les informations documentaires, qu'ils sont en bon état et bien entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Visite de terrain – accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence des accessoires de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.
<b>Constats :</b>  Par échantillonnage, l'inspection a pu constater la présence de soupape de sécurité sur chacune des cuves DME et Butane/Propane. La disposition (en haut des cuves) ne permet pas d'en vérifier le réglage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Déclaration de Mise en Service (DMS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Existence de la DMS
<b>Prescription contrôlée :</b>  La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement. Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service : 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ; 2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes : – a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS.DN est supérieur à 3 500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100; – b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar; 3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes : – a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar ; – b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2 400 l ; – c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6 000 bar.l ; 4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes.
<b>Constats :</b>  Au cours de la séance, l'exploitant a présenté le récépissé de déclaration de mise en service de la cuve DME (réf 2007-26-01). La cuve Butane/Propane, mise en service en 1961, n'est pas concernée par cette prescription. Ne sachant pas avant la visite d'inspection que la pompe à chaleur et le réservoir d'air comprimé étaient concernés par la déclaration de mise en service, l'exploitant n'a, par conséquent, pas réalisé la démarche pour ces deux équipements.  <b>Non conformité 5 : les déclarations de mise en service de la pompe à chaleur et du réservoir d'air comprimé n'ont pas été réalisées.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 3 mois, l'exploitant réalise la déclaration de mise en service de la pompe à chaleur et du réservoir d'air comprimé. Il fait parvenir à l'inspection des installations classées les récépissés de déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Requalification périodique (suivi avec plan d'inspection)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du PI
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Si les cuves de Butane/Propane et de DME ne sont pas suivies avec un plan d'inspection, les deux éléments que sont la pompe à chaleur et le réservoir d'air comprimé peuvent l'être selon leurs caractéristiques. L'exploitant doit donc se positionner et, le cas échéant, mettre en place un plan d'inspection respectant les conditions définies dans la prescription.  <b>Non conformité 6 : Les plans d'inspection n'ont pas été mis en place pour la pompe à chaleur et peut être aussi pour le réservoir d'air comprimé.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 3 mois, si les équipements y sont soumis, l'exploitant met en place un plan d'inspection respectant les conditions définies dans la prescription. Sinon, il apporte la démonstration que les équipements ni sont pas soumis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 18 : Requalification périodique (suivi avec plan d'inspection)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fréquence de requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  V. – L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la mise en service ou de la dernière requalification périodique. Les plans d'inspection ne peuvent pas prévoir des intervalles séparant deux inspections ou deux requalifications périodiques consécutives supérieurs à, respectivement, 6 et 12 ans, à l'exception des tuyauteries pour lesquelles : – la période maximale entre les inspections périodiques est laissée à l'initiative de l'exploitant dans le cadre de ses procédures ; – la période maximale entre les requalifications périodiques est définie dans un guide approuvé.

<p>Pour les équipements installés dans des unités où sont présents des équipements contenant un catalyseur, les intervalles peuvent être portés à, respectivement, 7 et 14 ans. Cet aménagement d'échéance est également applicable aux équipements des unités amont et aval de celles-ci, si ces unités ne disposent pas de capacité de stockage tampon suffisante permettant leur maintien en service pendant la durée prévue pour l'arrêt. Cet aménagement n'est pas applicable aux unités de production de fluides de type Utilités.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les équipements du site qui sont potentiellement suivis avec plan d'inspection, l'exploitant n'a pour l'heure réalisé aucune des actions attendues dans ce plan. Pour autant, les équipements bénéficient d'un suivi régulier.</p> <p><b>Non conformité 7 : En l'absence de plan d'inspection, les éventuelles requalifications périodiques attendues n'ont pas été réalisées.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 3 mois, si le plan d'inspection le demande, l'exploitant réalise la requalification périodique des équipements concernés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 19 : Inspection périodique (suivi avec plan d'inspection)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fréquence et contenu d'une inspection périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VI. – Lorsqu'elle n'est pas définie dans un guide approuvé, la période maximale entre les inspections périodiques est laissée à l'initiative de l'exploitant sans être supérieure aux périodes maximales mentionnées au V.</p> <p>L'inspection périodique comporte a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une vérification extérieure après le cas échéant dépose des dispositifs d'isolation thermique, sauf dispositions particulières prévues par les cahiers techniques professionnels listés en annexe 2, ou « phoniques » des zones portées dans le plan d'inspection avec mise en œuvre de contrôles adaptés aux modes de dégradation, aux emplacements retenus dans le plan d'inspection ;</li> <li>– une vérification des accessoires de sécurité ;</li> <li>– l'inspection des accessoires sous pression selon des dispositions comparables à celles des équipements auxquels ils sont attachés (générateur, récipient, tuyauterie) ou spécifiques à la famille d'accessoires.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les équipements du site qui sont potentiellement suivis avec plan d'inspection, l'exploitant n'a pour l'heure réalisé aucune des actions attendues dans ce plan.</p>

Pour autant, les équipements bénéficient d'un suivi régulier.
<b>Non conformité 8 : En l'absence de plan d'inspection, les éventuelles inspections périodiques attendues n'ont pas été réalisées.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Sous 3 mois, si le plan d'inspection le demande, l'exploitant réalise l'inspection périodique des équipements concernés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 20 : Plan d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13-VII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rédaction et approbation d'un plan d'inspection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VII. – Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.</p> <p>Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.</p> <p>La mise en œuvre effective du plan d'inspection est surveillée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ou sous sa responsabilité ;</li> <li>– par l'exploitant lorsque le plan d'inspection le prévoit explicitement.</li> </ul> <p>Un plan d'inspection est modifiable dans les conditions fixées dans le guide ou au cahier technique professionnel mentionné au IV du présent article. La modification est tracée.</p> <p>Si l'équipement change d'exploitant, le plan d'inspection est transféré avec la documentation. Le nouvel exploitant peut choisir de l'appliquer si les conditions d'exploitation sont identiques, d'élaborer un nouveau plan d'inspection, ou de suivre l'équipement selon le chapitre II du présent titre.</p>

**Constats :**

Bien que certains équipements semblent y être soumis, aucun plan d'inspection n'a été rédigé. L'exploitant devra donc rédiger le plan d'inspection de ses équipements pour lesquels cela s'avère nécessaire.

Ce plan devra être soumis à l'approbation d'un organisme habilité puis mis en œuvre dans les meilleurs délais.

**Non conformité 9 : Aucun plan d'inspection n'a été rédigé par l'exploitant ni approuvé par un organisme habilité.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 3 mois, pour les équipements concernés, l'exploitant rédige, fait approuver puis met en œuvre le plan d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois